Le crédit nobiliaire en France au XVII^e siècle. Usages de la rente constituée chez les Belin et les Crevant d'Humières

Noble Credit in France during the Seventeenth-Century. Uses of the 'Rente Constituée' by the Belin and the Crevant d'Humières Families

Élie Haddad

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/3986>

DOI : 10.4000/histoiremesure.3986

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 25-54

ISBN : 978-2-7132-2290-0

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Élie Haddad, « Le crédit nobiliaire en France au xvi^e siècle. Usages de la rente constituée chez les Belin et les Crevant d'Humières », *Histoire & mesure* [En ligne], XXV-2 | 2010, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 02 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3986> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.3986>

Élie HADDAD*

Le crédit nobiliaire en France au xvii^e siècle. Usages de la rente constituée chez les Belin et les Crevant d'Humières

Résumé. Cet article analyse les rentes constituées par deux familles nobles au xvii^e siècle, leur poids dans le patrimoine et les variations de l'endettement. Il montre que ce dernier dépendait des cycles de vie, non des individus, mais des « maisons » qui formaient le cadre projeté par les acteurs eux-mêmes de la continuité des biens, des noms et de la domination. L'endettement était consubstantiellement lié à l'économie domestique nobiliaire, comme le montrent les usages des rentes constituées qui mêlaient parenté, alliances, offices militaires ou de cour, et seigneuries, dans des perspectives d'investissement, de transmission et de maintien de la « maison », qui passaient parfois par des montages financiers complexes. Les relations avec les créanciers n'étaient quant à elles pas seulement économiques. L'analyse des rentes constituées permet ainsi de remettre en cause l'idée d'un marché unifié du crédit.

Abstract. *Noble Credit in France during the Seventeenth-Century. Uses of the 'Rente Constituée' by the Belin and the Crevant d'Humières Families*

This paper analyses the perpetual annuities (rentes constituées) purchased by two noble families in seventeenth-century France, their importance in the estates, and fluctuations of the debt. It shows that debt did not depend on any individual's life cycle, but on the life cycle of the 'house', which constituted the framework by which those concerned envisaged the continuity of patrimony, name and social domination. Debt was consubstantially linked to noble domestic economy, as shown by the uses of the rentes constituées, which intermingled kinship, alliances, military and court offices, and domains. Their purpose was to invest, transmit and maintain the 'house', which sometimes required complex financial arrangements. As for relations with the creditors, these were not simply economic. Analysis of the rentes constituées thus allows us to question the idea of a unified credit market.

* Centre de Recherches Historiques, UMR 8558 CNRS, 54 boulevard Raspail, 75 006 – Paris. E-mail : haddad@ehess.fr

Aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, le crédit était constitutif de la vie économique nobiliaire¹. De nombreuses études au cours des deux dernières décennies ont cherché à en comprendre les réseaux, ont étudié la circulation de l'information, la mise en relation des créanciers et des débirentiers, le rôle des notaires comme intermédiaires et plus généralement l'incertitude de ce monde économique². Mon objectif ici est quelque peu différent et triple : il s'agit, en pesant la part de la rente constituée dans le patrimoine nobiliaire, puis en examinant ses usages, de comprendre le crédit nobiliaire à la fois dans l'économie domestique et dans les relations sociales dont il dépend et qu'il contribue également à former. En réinscrivant le crédit à l'échelle de la « maison » nobiliaire, conçue à partir des outils de l'anthropologie de la parenté comme une entité crypto-corporative définie par un nom, un domaine composé de biens matériels et immatériels, et des titres, dont la transmission est légitimée par le langage de la parenté³, je souhaite aussi interroger les notions de réseaux et de marché du crédit dans l'économie d'Ancien Régime. Il faut pour cela entrer dans le détail de la rente constituée, en montrant les dynamiques de l'emprunt et de la dette à l'échelle des familles, ce qui, malgré l'appel de Cl. Michaud dès 1977⁴, a rarement été fait. Un tel objet suppose en effet pour chaque cas des dépouillements considérables dans les minutes notariales, qu'il n'est pas possible de réitérer trop souvent, et d'autant moins que l'organisation actuelle de la recherche pousse à la productivité et à l'individualisme, marginalisant les études quantitatives et sérielles de longue haleine et collectives. Je me suis donc contenté de deux « maisons », étudiées l'une sur plus d'un siècle, l'autre sur cinquante ans seulement. Elles constituent cependant une bonne porte d'entrée dans le crédit nobiliaire, parce qu'elles empruntaient presque uniquement à Paris, ce qui permet de reconstituer au plus près leurs usages de la rente constituée, et parce que les phénomènes qui apparaissent sont cohérents dans les deux familles et dans la durée, ce qui consolide les interprétations.

1. COQUERY, N., 1998, notamment le chapitre 3.

2. Parmi les ouvrages récents : GRENIER, J.-Y., 1996, MULDREW, C., 1998, et FONTAINE, L., 2008. Voir aussi BÉGUIN, K., 2005.

3. La notion de « maison » a été proposée par Cl. LÉVI-STRAUSS, 1979. Elle a été depuis travaillée par de nombreux anthropologues et historiens. Je ne reviendrai pas dans cet article sur l'utilisation possible de cette notion dans le cadre de la noblesse, et me permets de renvoyer pour plus de précisions à É. HADDAD, 2009. Chaque fois que j'emploie le terme dans son sens anthropologique, je le mets entre guillemets pour le distinguer des autres acceptions.

4. MICHAUD, Cl., 1977, écrivait p. 1155 : « Alors que l'inventaire après décès fige l'image de la richesse du défunt, la série des contrats de rente passée par un individu au cours de sa vie, combinée avec les achats de terres, d'immeubles et d'offices, redonne une dynamique à l'aventure humaine ». Cet article traçait déjà le chemin que j'ai tenté de suivre et en indiquait les difficultés.

Le premier cas est celui des comtes de Belin qui appartenaient à la principale noblesse du Maine. La lignée sur laquelle je me suis concentré trouve son origine dans le mariage entre une héritière, Renée d'Averton, et un cadet d'une famille de Gascogne, François de Faudoas-Sérillac, connu sous le nom de François d'Averton, comte de Belin (terre que lui avait laissée son épouse en usufruit). Ce dernier connut une carrière militaire d'abord sous le règne d'Henri III, puis comme ligueur – il fut gouverneur de Paris pour Mayenne –, et enfin au service d'Henri IV auquel il se rallia au début de l'année 1594. Son fils aîné récupéra l'héritage essentiellement maternel sous le nom de François II d'Averton. Il eut lui-même quatre fils, tous morts prématurément, trois à la guerre et un autre dans un combat avec un beau-frère. L'unique petit-fils en ligne masculine, Emmanuel-René, épousa une cousine en ligne masculine également, Antoinette, récupéra le titre de comte de Belin et fut tué en 1667 lors du siège de Douai. Sa veuve lui survécut encore quarante ans, faisant face à ses créanciers et aux dettes laissées par les hommes. À sa mort en 1706, l'intégralité de ses biens fut saisie.

Le deuxième cas concerne une famille liée aux comtes de Belin, celle des Crevant d'Humières. Avant son mariage avec François de Faudoas-Sérillac, Renée d'Averton avait épousé Jacques d'Humières, l'un des fondateurs de la Ligue de Péronne, dont elle avait eu trois enfants, Charles, tué au siège de Ham en 1595, Anne, mariée en 1585 à Louis d'Ongnies, et Jacqueline, qui épousa en 1595 Louis II de Crevant. Ce dernier, fils aîné de Louis de Crevant et de Jacqueline de Reillac, était issu de la branche cadette d'un lignage bien implanté en Touraine et relativement fortuné. Après la mort d'Anne d'Humières, sa sœur Jacqueline demeura l'unique héritière de sa « maison » et ses enfants, Charles-Hercules et Louis III, prirent le nom de Crevant d'Humières, se faisant appeler marquis d'Humières. Charles-Hercules mourut en 1622 au siège de Royan. Son frère se maria avec Isabelle Phélypeaux et récupéra l'intégralité de l'héritage de ses parents. C'est de ce couple que naquit le maréchal d'Humières, célèbre sous Louis XIV. Mais pour cette étude, je me concentrerai uniquement sur les deux premières générations, celles de Louis I et de Louis II.

Deux cas, donc, un d'ascension et un de déclin social, dans lesquels le crédit tint une part fondamentale, principalement par l'intermédiaire des constitutions de rentes. La différence de réussite entre les deux « maisons » conduit à replacer la rente constituée dans les divers circuits dans lesquels elle s'insère, à la penser à la fois comme un véritable instrument de crédit et comme un phénomène social pour en comprendre les ressorts, les risques

et les profits⁵. L'approche doit donc en être multiple, à la fois économique, culturelle, sociologique et anthropologique⁶.

Les usages de la rente constituée au xvii^e siècle ne peuvent se comprendre sans tenir compte des évolutions juridiques qui, dans la première moitié du xvi^e siècle, en firent un véritable instrument de crédit et non plus « un mode d'exploitation des immeubles »⁷. Trois changements principaux y contribuèrent. D'abord la transformation de l'ancienne assignation, qui conférait un droit réel sur un immeuble dont la valeur diminuait en fonction de l'indisponibilité d'une partie des revenus, en simple garantie par hypothèque spéciale⁸. Ensuite l'extension de la faculté de rachat, désormais libre et sans contrainte de temps. Enfin l'assimilation des créances de rentes à des biens immeubles⁹. Elles suivirent donc les biens immeubles pour tout ce qui était de l'ordre de la transmission. Selon R. Gieseey, l'intérêt de ces rentes pour les crédientiers était précisément de convertir rapidement des sommes en immeubles, d'abord en acquêts, puis en biens propres une fois les rentes transmises¹⁰. Cette évolution juridique de la nature des rentes constituées fut accompagnée d'une législation du parlement qui imposa leur taux maximum légal, le denier du roi, fixé au denier douze au début du xvi^e siècle, et qui fut abaissé progressivement au denier vingt au cours du xvii^e siècle. La généralisation de la rente constituée comme instrument de crédit parmi les couches dominantes de la société et son rôle économique aussi bien à l'échelle des familles qu'à l'échelle du royaume se fonda sur cette transformation, la poli-

5. Je laisse de côté, dans cet article, toutes les opérations de crédit autres que la rente constituée, la question de l'endettement, et celle de l'articulation entre crédit et parenté. Pour tous ces éléments, je me permets de renvoyer au chapitre 3 de mon livre et à l'article cité en bibliographie.

6. POSTEL-VINAY, G., 1998 ; HOFFMAN, Ph., POSTEL-VINAY, G., ROSENTHAL, J.-L., 2001. L'une des conclusions de ce dernier ouvrage est que, durant la période moderne, « le crédit n'est pas qu'un facteur d'enrichissement ou de ruine. Peut-être est-il plus souvent impliqué dans les montages que ne cessent d'échafauder les individus et les familles pour maintenir ou améliorer leurs moyens d'existence » (p. 361).

7. SCHNAPPER, B., 1957, p. 64. Cet ouvrage reste la référence fondamentale sur cette question.

8. Dans le cas de la noblesse terrienne à laquelle appartenaient les Belin ou les Crevant d'Humières, les rentes constituées sont la plupart du temps garanties spécialement sur une seigneurie, et plus généralement sur tous les biens meubles et immeubles.

9. SCHNAPPER, B., 1957, p. 119 sq. et p. 243 sq. Voir aussi, pour un état de la jurisprudence à la fin du xvi^e siècle, Jehan Bacquet, *Traicté des Transports faits de Rentes constituées sur l'hostel de la ville de Paris : ou deües par particuliers. Conformement aux arrests de la Cour*, Paris, Abel l'Angelier, 1595, seconde partie, « Transports de rentes dues par particuliers ».

10. GIESEY, R., 1977.

tique monarchique, notamment par la mise en place de la vénalité des offices de judicature, jouant un rôle d'accélérateur¹¹.

1. Mesure de la rente constituée

Le poids de la rente constituée dans le patrimoine nobiliaire

L'évaluation exacte des fortunes et des revenus des nobles à l'époque moderne est une tâche impossible. De nombreux éléments échappent à l'analyse en raison de sources lacunaires, parfois volontairement faussées par les contractants, et les chiffres donnés dans les inventaires après décès ne sont jamais exactement corroborés par un travail exhaustif de collation des archives laissées par une famille. Les manipulations des constitutions de rente rendent également difficile l'appréhension exacte de ce qui est dû à un moment donné par un chef de « maison », d'autant plus que l'endettement varie au cours du temps. Les chiffres indiqués dans les tableaux et ci-après doivent donc être pris comme des approximations mais, reposant sur des données nombreuses, on peut raisonnablement considérer qu'ils présentent des ordres de grandeur pertinents.

Malgré leurs limites, les Tableaux 1¹² et 2¹³ permettent de se convaincre du fait que la rente constituée était une composante massive des patrimoines et de la vie économique des « maisons » nobles. Entre son mariage et sa mort, soit une durée de vingt-sept ans, François I^{er} d'Averton constitua 16 176 livres en trente-deux rentes, et reçut pour cela 203 314 livres. Son fils François II, sur une durée comparable, constitua cinquante-neuf rentes,

11. BENNINI, M., 2010. Tout le chapitre 3 est consacré aux liens entre vénalité des offices, crédit privé, crédit public et affaires familiales.

12. Ce tableau se fonde sur des dépouillements effectués dans une vingtaine d'études du Minutier Central des notaires parisiens (MC) aux Archives nationales (AN), et sur la consultation des répertoires de nombreuses autres. Il serait trop long de détailler tous les documents trouvés. Les principales études ayant fourni des actes sont celles de Parque (VI), de Nutrat (VIII), de Belin (LVII), de Lussion (LXXVIII) et de Lemoyne (CX). Des documents m'ont sans doute échappés, mais on peut raisonnablement estimer qu'ils ne sont pas nombreux.

13. Le tableau 2 s'appuie également sur la consultation de nombreux actes du Minutier Central. Les constitutions de rentes des Crevant d'Humières sont heureusement moins dispersées que celles des Belin. Ont été dépouillés les cartons 273 à 305, 315, 325, 334, 335, 339, 341, 357, 358 et 360 de l'étude VI (Parque), soit une période allant de 1606 à 1642. Ont également été consultés quelques cartons, de manière moins systématique, dans les études XXIII, XXIX, LXXIII, LXXVIII, pour des actes couvrant la période 1585-1648.

Tableau 1. Total des sommes constituées par les comtes de Belin

Constituant	Renée d'Averton seule (1579-1582)	François I d'Averton (1582-1609)	François II d'Averton (1612-1638)	Emmanuel d'Averton (1633-1637)	Emmanuel-René d'Averton (1641-1667)	Antoinette d'Averton (1667-1671)	TOTAL
Nombre de rentes constituées	6	32	59	7	22	2	128
Somme totale constituée	3 165 lt 13 s 4 d	16 176 lt 3 s 4 d	23 938 lt 4 s	2 131 lt 11 s 1 d	21 792 lt 17 s 2 d	450 lt	67 654 lt 8 s 11 d
Moyenne par rente	527 lt 12 s 2 d	505 lt 10 s 1 d	405 lt 14 s 7 d	304 lt 8 s 6 d	990 lt 11 s 8 d	22 lt 10 s	528 lt 10 s 11 d
Somme la plus élevée	1 500 lt	2 000 lt	1 222 lt 4 s 6 d	1 000 lt	5 000 lt	300 lt	NA
Somme la plus basse	150 lt	50 lt	62 lt 10 s	50 lt	150 lt	150 lt	NA
Montant total reçu contre rentes	37 984 lt	203 314 lt	394 400 lt 2 s	36 968 lt	411 705 lt 9 s	9 000 lt	1 093 371 lt 11 s
Nombre de rentes constituées pour un tiers	0	4	18	0	0	0	22
Somme des rentes constituées pour un tiers	0	1 500 lt	10 293 lt 1 s 2 d	0	0	0	11 793 lt 1 s 2 d
Montant total reçu par des tiers contre rentes	0	21 200 lt	172 310 lt 1 s	0	0	0	193 510 lt 1 s
Montant total réel reçu	37 984 lt	182 114 lt	222 090 lt 1 s	36 968 lt	411 705 lt 9 s	9 000 lt	899 861 lt 10 s

Tableau 2. Total des sommes constituées par les Crevant d'Humières

Constituant	Louis I de Crevant	Louis II de Crevant (avant 1603)	Louis II de Crevant (1603-1623)	Louis II de Crevant (1624-1636)	TOTAL
Nombre de rentes constituées	8	6	94	32	140
Somme totale constituée	3 500 lt	4 733 lt 17 s	54 535 lt 3 s 9 d	16 367 lt 8 s 9 d	79 136 lt 9 s 6 d
Moyenne par rente	437 lt 10 s	788 lt 19 s 6 d	580 lt 3 s 3 d	511 lt 9 s 8 d	579 lt 10 s 7 d
Somme la plus élevée	1000 lt	1 650 lt	2 000 lt	3 000 lt	NA
Somme la plus basse	100 lt	250 lt	75 lt	51 lt 15 s 3 d	NA
Montant total reçu contre rentes	42 000 lt	61 600 lt	904 282 lt 5 s 4 d	263 828 lt 5 s	1 271 710 lt 10 s 4 d
Nombre de rentes constituées pour un tiers	0	0	9	3	12
Somme des rentes constituées pour un tiers	0	0	4 677 lt 2 s 1 d	1 925 lt	6 602 lt 2 s 1 d
Montant total reçu par des tiers contre rentes	0	0	62 675 lt 12 s	30 800 lt	93 475 lt 12 s
Montant total réel reçu	42 000 lt	61 600 lt	841 606 lt 13 s 4 d	233 028 lt 5 s	1 178 234 lt 18 s 4 d

23 938 livres, moyennant 394 400 livres¹⁴. Quant à Emmanuel-René d'Averton, entre 1641 et 1667, il constitua certes moins de rentes (vingt-deux), mais pour une somme comparable à celle de son grand-père, 21 792 livres, moyennant 411 705 livres. Si l'on fait le total, les comtes de Belin, en un siècle, empruntèrent près d'1,1 million de livres. La comparaison avec les Crevant d'Humières montre qu'il ne s'agissait pas là de sommes exceptionnelles. Louis II de Crevant et son épouse Jacqueline empruntèrent, en un peu plus de trente-cinq ans, environ 1,2 million de livres en cent trente-deux constitutions de rentes.

Il faut rapporter ces sommes à la fortune globale des emprunteurs. À la mort de François I^{er} d'Averton, les rentes constituées pour un capital de 159 594 livres représentaient 15,17 % de la valeur du patrimoine. À la mort de François II d'Averton, le capital emprunté était de 235 700 livres, soit 15,44 % du patrimoine total. En 1652, lors du mariage d'Emmanuel-René et d'Antoinette d'Averton, les rentes constituées montaient à un capital de 213 402 livres, soit 11,72 % du patrimoine, mais le partage de la succession de François II d'Averton entre ses héritiers n'avait pas encore amputé la fortune du jeune couple. Aussi, en 1660, quatre ans après le partage, le déséquilibre était bien plus grand : le capital des rentes constituées montait à 409 307 livres, pour un patrimoine de 1 174 078 livres, soit une fortune grevée de 34,86 %. En 1670, après la mort d'Emmanuel-René, ce pourcentage avait encore augmenté pour atteindre 47,29%.

Mes recherches sur les Crevant d'Humières ne permettent pas d'atteindre la même précision mais donnent une approximation. En 1603, ils étaient les débiteurs de vingt-quatre rentes constituées, dont dix-huit héritées, qui représentaient en capital 12,16 % de leur patrimoine. Au moment de l'installation de leurs enfants, les dettes de Louis II de Crevant et de Jacqueline d'Humières passèrent à plus de 40 % de leur fortune, avant de retomber par la suite. Des rentes constituées représentant entre 15 et 20 % du patrimoine étaient donc la norme dans ces familles de la riche noblesse provinciale, avec des hausses sensibles en fonction des moments de la vie et des aléas de l'économie domestique. L'explosion des dettes passives des comtes de Belin entre 1652 et 1660, et l'impossibilité de les résorber en partie, signalent la déconnexion entre l'endettement et les temps de l'économie domestique, et l'entrée de la « maison » Belin dans une logique de la dette très différente de celle qui prédominait en situation d'équilibre.

14. Ces chiffres sont inférieurs aux données des tableaux puisque aussi bien François I^{er} que François II d'Averton avaient éteint au fur et à mesure un certain nombre de rentes qu'ils avaient constituées au cours de leur vie.

Rente constituée et cycles de la « maison »

Les constitutions de rentes ne se faisaient pas de manière homogène tout au long de la vie des individus, mais avaient tendance à se concentrer sur des périodes assez marquées. François I^{er} d'Averton emprunta d'abord dans les quatre années qui suivirent son mariage, entre 1582 et 1586, puis, moins nettement, entre 1597 et 1603, c'est-à-dire à l'époque où il consolidait son assise après les difficultés de la Ligue et où il établissait deux de ses enfants : François II, marié en 1602, et Madeleine, l'année suivante. François II constitua avec Catherine de Thomassin de nombreuses rentes entre 1612 et 1618, lorsqu'il devint le chef de la « maison » Belin, dans la nécessité de régler la succession de son père, mort en 1609, et de lancer sa carrière. Veuf, il emprunta régulièrement de 1630 à sa mort en 1638, notamment pour installer ses fils. Enfin, les constitutions de rentes d'Emmanuel-René et Antoinette d'Averton se concentrent surtout entre 1653 et 1656, au moment de leur mariage et de l'obtention de charges militaires par le jeune comte de Belin, et en 1660-1661 pour satisfaire aux paiements réclamés par certains de leurs créanciers.

De même, les rachats des rentes constituées correspondent à des périodes précises : les années 1608, 1612, 1630-1631 et 1653 sont marquées par de nombreux remboursements qui dépendent des apports des épouses et des héritages. Ainsi, en 1608, un ensemble de rentes fut racheté sur les propres échus à Catherine de Thomassin par le partage des biens de sa mère. En 1630-1631, ce furent les apports de la succession de sa belle-sœur, la marquise de Villars, qui permirent au comte de Belin d'éteindre un certain nombre de rentes constituées.

L'endettement des Crevant d'Humières ne fut pas, lui non plus, uniforme dans le temps. Louis II et Jacqueline constituèrent de nombreuses rentes en 1601, entre 1608 et 1613, entre 1618 et 1620, et enfin au milieu des années 1620. Les rachats, eux, se concentrèrent en 1609-1610, 1614-1616, 1618, 1630 et 1636-1637. Cette chronologie épouse les moments des héritages, de l'installation des enfants, et des achats de charges ou de terres.

Il y avait donc un cycle de la rente constituée. S'agissait-il de cycles de vie¹⁵ ? La notion couramment utilisée a l'inconvénient de reposer sur les conceptions individualistes de l'économie contemporaine. Elle est fondée sur l'idée d'un *homo oeconomicus* dont l'objectif serait de consommer ce qu'il a accumulé et ne prend pas en compte les spécificités socioculturelles des comportements des hommes du passé, ni leur rapport aux biens et à la

15. HOFFMAN, Ph., POSTEL-VINAY, G., ROSENTHAL, J.-L., 1992.

transmission¹⁶. Or cette dernière était le cœur de la domination sociale des élites, dont les familles formaient substance par l'intermédiaire de leurs biens, perçus comme une dimension qui les constituait en sujet collectif¹⁷. Plus que de cycles de vie, il conviendrait, au moins dans le cas de la noblesse aisée, de parler de cycles de la « maison », la notion permettant d'articuler formes de la parenté, logiques de la transmission et conception substantielle des familles. Si les emprunts semblent à première vue se concentrer majoritairement au moment du mariage (c'est le cas pour François I^{er} et pour Emmanuel-René d'Averton), l'exemple de François II montre que ce n'était pas tant le mariage que l'installation à la tête de la « maison » qui jouait un rôle déterminant : le deuxième comte de Belin était en effet marié depuis huit ans lorsque son père mourut et qu'il se retrouva en devoir de régler sa succession. Celle-ci l'obligea à emprunter des sommes permettant les rachats nécessaires des héritages afin de ne pas démembrer les terres, et elle lui permit également de se lancer dans sa propre politique d'achats et de constructions. Le principal emprunteur était toujours le chef de la « maison ». Ainsi, Louis II de Crevant ne constitua que peu de rentes avant la mort de son père en 1603. Son propre fils, Louis III, ne prit réellement sa succession, s'imposant comme chef de la « maison », que dans la seconde moitié des années 1630. Louis II ne s'occupa plus alors des affaires de son fils, ce dernier au contraire gérant parfois celles de ses parents, devenant ainsi responsable du crédit de la « maison ». Si ce crédit était pris en charge par un individu, dont le propre crédit et les capacités étaient plus ou moins solides, il renvoyait cependant d'abord à une entité collective dont l'existence sociale excédait celle de ses membres et était assise sur un nom et sur des biens. Ce lien entre crédit et cycle de la « maison » s'explique par les usages des rentes constituées qui s'inscrivaient dans les temps de l'économie domestique.

16. Critique formulée par J.-F. CHAUVARD, 2005, p. 415-416.

17. *Ibid.*, p. 119-120. DESCIMON, R., 2006.

2. Usages de la rente constituée

La rente comme moyen d'investissement

La rente constituée était souvent utilisée pour investir dans les seigneuries. L'acquisition de Milly-en-Gâtinais par François I^{er} et Renée d'Averton en 1583, juste après leur mariage, se fit entièrement à crédit par le moyen de seize rentes constituées pour un capital de 130 000 livres. C'était un investissement à long terme : l'analyse des sommes payées montre que cette terre ne finit par rembourser les apports initiaux que longtemps après l'achat. La baronnie de Milly était estimée valoir plus de 4 000 livres de revenus annuels, mais durant la période troublée des guerres de Religion, elle fut en général affermée 3 000 livres par an. Or, c'est 10 900 livres de rente qui furent constituées par les Belin pour réunir le capital nécessaire à cette acquisition, somme qu'il fallait payer chaque année. L'opération n'avait donc un intérêt financier que si les rentes pouvaient être remboursées assez vite et si les revenus de Milly alimentaient longtemps la fortune des d'Averton.

Sur les seize rentes constituées pour acheter Milly, la date de rachat est connue pour onze d'entre elles représentant un capital emprunté de 94 800 livres. La durée moyenne durant laquelle ces rentes eurent cours s'établit à près de vingt-quatre ans. Si les Belin effectuèrent bien les paiements de ces différentes rentes chaque année – ce qu'il n'est pas possible de vérifier faute de sources –, la somme totale qu'ils déboursèrent fut de 178 650 livres, auxquelles s'ajoutèrent les 94 800 livres qu'il leur fallut payer pour les racheter, soit un total de 273 450 livres. Les cinq autres rentes, dont je ne connais pas la date de rachat, représentaient un capital de 36 000 livres. En prenant une moyenne basse de vingt années avant le rachat de ces rentes, on peut estimer que les Belin dépensèrent 60 000 livres en plus des 36 000 nécessaires à leur rachat. Au bout du compte, la seigneurie de Milly, achetée à crédit 130 000 livres, leur coûta près de 370 000 livres, somme de laquelle il faut retirer les revenus de cette terre affermée, à cette époque, en moyenne 3 500 livres par an. On peut évaluer, en hypothèse haute, ces revenus à 80 000 livres. Restent 290 000 livres, plus du double de la somme initiale, dépensées pour acquérir cette terre.

La rente constituée pouvait également servir de forme d'investissement relationnel. Il était possible en effet de s'engager solidairement avec une tierce personne dans une constitution de rente, voire de passer une rente au profit d'un ami ou d'un membre de la famille. Ainsi, sur trente-deux

constitutions, François I^{er} et Renée d'Averton signèrent quatre fois solidai-
rement avec un tiers, par exemple le 17 février 1585 avec René de Bourré,
seigneur de Jarzé dans le Maine, Denis Le Rouge, homme d'affaire des
Belin demeurant au Mans, et Vincent Baudouin, marchand maître brodeur,
bourgeois de Paris. La rente de 66 écus deux tiers, moyennant 800 écus¹⁸,
fut constituée à Jean Godart, tandis qu'une deuxième de 100 écus, moyen-
nant 1 200 écus, était passée à Pierre du Lac, avocat au parlement. Une
première promesse d'indemnité fut passée à Baudouin dans laquelle les
autres constituants promirent de racheter la rente dans un délai de deux
ans. C'était une manière d'imposer un délai de rachat au débirentier, Bau-
douin servant ici les intérêts de Jean Godart¹⁹. Dans un deuxième acte, René
de Bourré reconnaissait que les 2 000 écus lui avaient été laissés pour ses
propres affaires et signait une promesse d'indemnité aux Belin et à Denis
Le Rouge²⁰. Les Belin jouaient véritablement le rôle de caution solidaire,
ce qui participait des relations nobiliaires : la « maison » de Jarzé et celle
de Belin conservèrent des liens d'amitié durant toute la période étudiée.
L'enjeu social des constitutions solidaires de rente devait être tout aussi
important que leur enjeu économique.

Cela se perçoit bien dans le cas de François II d'Averton qui s'engagea
dix-huit fois pour une autre personne sur les cinquante-neuf constitutions
qu'il passa. Tombé en disgrâce à la cour, il suivit une politique délibérée
de renforcement de son pouvoir local et provincial²¹, qui passa notamment
par le resserrement des liens avec des nobles situés sur une échelle sociale
comparable. Les constitutions de rentes au profit d'autres nobles ou solidai-
rement avec eux s'inséraient dans cette optique. Ainsi, le 17 juillet 1632, il
constitua deux rentes de 750 livres moyennant chacune 12 000 livres, l'une
à Jacques Desfita, avocat au parlement de Paris, et l'autre à Charles-Fran-
çois Talon, docteur en théologie et curé de l'église paroissiale de Saint-
Gervais et de Saint-Protais à Paris²². Le même jour, Jean-Baptiste-Louis
de Beaumanoir, baron de Lavardin, sénéchal du Maine et lieutenant pour
le roi au pays et comté de Maine, Laval et Perche, reconnaissait que Fran-

18. Un écu vaut à cette époque 3 livres tournois.

19. SCHNAPPER, B., 1957, p. 213-214, a montré cette possibilité d'utiliser la rente consti-
tuée à court terme, avec obligation de rachat dans un délai fixé, en utilisant un constituant
solidaire, qui sert en fait de prête-nom du créancier, auprès duquel le débirentier s'engage au
remboursement à une date spécifiée.

20. A.N., MC, ét. LXXVIII, 131, f° 283-286, constitution de rente à Jean Godart ;
f° 290-293, constitution de rente à Pierre du Lac ; f° 294-296, promesse d'indemnité à Vin-
cent Baudouin ; f° 296-299, promesse d'indemnité aux d'Averton.

21. HADDAD, É., 2009, p. 281-287.

22. A.N., MC, ét. LVII, 48, f° 589-592 et 594-597.

çois d'Averton avait constitué les rentes à sa requête pour lui permettre de payer une partie de la charge de lieutenant du roi dont Alexandre de Rohan, marquis de Marigny, s'était démis à son profit. Le baron de Lavardin était également tenu d'obliger ses frères à la promesse d'indemnité : Charles de Beaumanoir, évêque du Mans, ami intime du comte de Belin d'après les témoignages des contemporains ; Claude de Beaumanoir, vicomte du nom, et Renée de La Chapelle, sa femme ; et Catherine de Longueval, dame de Hautbois, veuve de Jean de Beaumanoir, baron de Tussé²³. En aidant ainsi le sénéchal du Maine à acquérir sa charge de lieutenant général, François d'Averton affirmait une forte position provinciale tout en renforçant des liens avec la « maison » Lavardin à laquelle sa propre « maison » était liée depuis le xvi^e siècle. Autre exemple un an plus tard, le 3 juin 1633, date à laquelle le comte de Belin se rendit adjudicataire de la terre et seigneurie de Courdemanche dans le Maine, moyennant 21 000 livres, au profit de René de Bouillé, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du roi, marquis de Bouillé, gouverneur de la ville, pays et comté de Laval, qui promit de l'indemniser des sommes avancées lors des enchères²⁴. Jean Duma a montré que les rentes étaient parfois utilisées par les Penthivèze au xviii^e siècle comme des faveurs faites à des gens de leur clientèle²⁵. L'exemple des comtes de Belin montre que la rente constituée s'inscrivait bien dans une économie du crédit entendu en un sens plus large que celui du prêt et de l'emprunt. Elle était aussi un moyen possible de se faire des obligés, de répondre aux services de personnes plus puissantes ou de s'en attirer les faveurs.

Se porter caution dans une telle transaction pouvait également être un moyen de s'assurer pour soi-même une rente, à condition d'être capable de la racheter : ce que firent Emmanuel-René et Antoinette d'Averton le 5 septembre 1653 lorsqu'ils achetèrent les 1 000 livres que leur aïeul avait constituées en deux rentes avec Pierre de Vassé au profit de ce dernier en 1635²⁶. Les rentes leur étaient désormais dues et ils les cédèrent le 20 janvier 1657 à Barthélemy et François Gaultier²⁷. De la même façon, ils remboursèrent le 17 septembre 1653 l'Hôtel Dieu de Paris, de la rente de 750 livres qui lui appartenait comme légataire universel de Charles-François Talon, et le

23. A.N., MC, ét. LVII, 48, f° 603-605.

24. A.N., MC, ét. LVII, 49, f° 523-524, déclaration de François d'Averton au profit de René de Bouillé, et f° 525-526, promesse d'indemnité.

25. DUMA, J., 1995, p. 110. ARISTIDE, I., s.d., p. 151, a également montré que Sully prêtait parfois à perte pour se constituer une clientèle.

26. A.N., MC, ét. XIV, 73, rachats du 5 septembre 1653.

27. LEDRU, A. & VALLÉE, E., 1908, t. III, pièce justificative n° 1141.

22 septembre suivant ils rachetèrent la rente constituée à Jacques Desfita, ce qui faisait désormais d'eux les créanciers de Beaumanoir. Difficile de savoir ce qui les motivait : s'agissait-il d'aider Beaumanoir face à des créanciers un peu trop exigeants ? Toujours est-il que le 20 octobre 1655, ils transportèrent les deux rentes de 750 livres, auxquelles François II d'Averton s'était engagé avec les Beaumanoir, à Jean Dorieu, président à la cour des Aides, moyennant les 27 000 livres de capital qui devaient leur permettre de disposer de liquidités et de subvenir à certains frais pour leur mariage²⁸. Jean Dorieu ne fut remboursé des deux rentes que le 6 juillet 1668, après procédures et saisies, par la veuve de Charles de Beaumanoir, Marguerite de La Chevière²⁹.

Louis II de Crevant aussi s'engagea solidairement ou constitua une rente pour un tiers, à douze reprises sur cent trente-deux rentes au total, un ordre de grandeur plus proche de celui de François I^{er} d'Averton et sans doute plus conforme à la norme que celui du deuxième comte de Belin. Si la pratique était répandue, elle restait donc minoritaire dans l'ensemble des rentes constituées par les nobles. Ces exemples ne corroborent pas l'idée de L. Fontaine selon laquelle le crédit chez les gentilshommes aisés avait d'abord un caractère social et était dominé par des prêts entre aristocrates traduisant « l'assistance mutuelle que les familles se portent quand elles ont des besoins particuliers de liquidités pour faire face aux événements du cycle de vie »³⁰, même s'il ne fait pas de doute que ces prêts s'inséraient dans les relations sociales entre nobles. Le coût de tels engagements était réel : malgré les indemnités passées, les Belin durent à plusieurs reprises effectuer des paiements et subir des saisies³¹. Le 6 septembre 1653, ils payèrent par l'intermédiaire d'Étienne Batbedat 17 159 livres à Monique Passart, veuve d'Estienne Lemarguenat, seigneur de Courcelles, pour le rachat de 685 livres de rente et le paiement des arrérages, moyennant quoi elle faisait mainlevée des différentes saisies faites à son profit sur les biens des Belin. Son défunt mari avait acquis la rente sur Denis Doujat le 19 septembre 1648, rente qui appartenait à Doujat depuis la cession que lui en avait faite Jacques Desfita le 16 septembre 1644. Elle avait été constituée à ce dernier deux ans et demi plus tôt, le 28 janvier 1642, par Antoine Philippes, en tant que tuteur d'Emmanuel-René d'Averton. Elle devait être employée au rachat d'une rente de pareille somme constituée le 31 décembre 1641 à Omer

28. A.N., MC, ét. CX, 130, transport du 23 octobre 1655.

29. A.N., MC, ét. CX 171, rachat du 6 juillet 1668.

30. FONTAINE, L., 2008, p. 92.

31. Par exemple A.N., MC, ét. XIV, 73, 22 septembre 1653, quittance et mainlevée de Jacques Desfita à Étienne Batbedat.

Talon, elle-même destinée à payer 5 062 livres dues par François d'Averton, Louis de Crevant, Jacqueline d'Humières et leurs obligés à Charles de Bérulle, ayant droit de Jean de Bérulle son père, pour racheter une rente précédemment constituée le 26 janvier 1630 au profit des Crevant d'Humières³². À ce moment, les d'Averton venaient d'être condamnés, le 7 juillet 1640, au paiement des arrérages de la rente due à Charles de Bérulle, arrérages qu'ils refusaient sans doute de verser parce qu'ils avaient obtenu une décharge de la part des Lamet au moment de la constitution de rente³³. S'engager solidairement auprès d'amis ou de parents dans un emprunt pouvait donc coûter cher, malgré les contrats d'indemnité passés devant les notaires. Faut-il considérer qu'il s'agissait là de sortes de dons d'amitié ? Ou peut-être faut-il plutôt envisager un éloignement entre les familles et une distension des liens sociaux, qui redonnaient la primauté aux intérêts économiques.

Rente constituée et montages financiers

La rente constituée, comme le montre sa temporalité, était nécessaire aux règlements des successions : il n'était pas toujours possible de trouver les espèces monétaires suffisantes permettant de fournir les compensations à verser lors des partages, et les rentes étaient aussi dans certains cas un moyen d'avantager une partie en lui assurant un revenu pendant quelques années, avant le rachat du capital par le cohéritier. Louis II de Crevant et Jacqueline d'Humières constituèrent fréquemment des rentes pour rembourser des sommes dues en raison des règlements successoraux. Ainsi, en 1611, Louis emprunta 10 000 livres pour acquitter ses sœurs du supplément du partage paternel qui leur était dû³⁴. Les années 1608-1613, durant lesquelles le couple emprunta largement, correspondent à la période où furent résolues les successions complexes des Crevant, des d'Humières, des Lamet et des d'Averton. Les nombreuses dettes de la succession d'Humières, notamment, ne purent être acquittées immédiatement et furent pour la plupart transformées en rentes constituées. Quant aux rentes venues en succession, qui avaient été constituées au denier douze, elles furent éteintes avec l'argent reçu de nouveaux emprunts effectués cette fois au nouveau taux légal, plus avantageux, le denier seize³⁵. Ces nécessités créaient des

32. A.N., MC, ét. XIV, 73, quittance et mainlevée du 6 septembre 1653.

33. A.N., X 3A 98, 7 juillet 1640.

34. A.N., MC, ét. VI, 282, trois constitutions de rentes du 20 mai 1611.

35. A.N., MC, ét. VI, 278, plusieurs constitutions de rentes mentionnent le fait. Notons que ce jeu sur le denier de la rente ne se fait que parce que le taux légal est passé du denier douze au denier seize. Le denier du roi est pratiquement toujours suivi dans les contrats. Nulle trace des jeux que FEUTRY, D., 2008, notamment p. 420-427, a observés un siècle plus tard sur

liens d'interdépendance entre les « maisons » qui pouvaient être durables et sources aussi bien de solidarités que de conflits³⁶.

Autre exemple de résolution de partage par l'utilisation de rentes constituées, chez les Belin cette fois, celui qui fut fait en 1612 avec Anne Nicolai, veuve de Louis de Vaudetar, oncle maternel de Catherine de Thomassin. Le 12 septembre, Anne Nicolai échangea avec Catherine de Thomassin la part qui appartenait à celle-ci de la baronnie du Persan et la moitié des bois de Montmorency qui lui était également revenue par partage en 1607³⁷. En contrepartie, trois rentes constituées par François I^{er} et Renée d'Averton pour un total de 2 950 livres, étaient rachetées par Anne Nicolai. Les Belin en avaient payé les arrérages et obtenu les mainlevées des saisies qui avaient été faites, afin de les assainir dans l'optique de leur transport³⁸. La manœuvre permettait notamment d'éviter le paiement des lods et ventes, le transport des rentes n'étant pas juridiquement une vente³⁹. Ces rentes représentaient un capital de 41 400 livres, à quoi Anne Nicolai rajoutait 1 800 livres comptant, soit une somme finale de 43 200 livres qui excédait l'évaluation des parts acquises sur Catherine de Thomassin, estimées à 41 318 livres. Mais les revenus de la terre étaient sans doute mieux considérés, et donc valorisés, dans les transactions ; peut-être s'agissait-il d'une forme de compensation à celui qui se séparait des terres⁴⁰. La rente constituée s'insérait alors dans des montages financiers dont les enjeux n'étaient pas uniquement de crédit : elle servait de moyen de paiement par rachats interposés.

le denier, sur les arrérages et sur le principal, dans l'analyse qu'il a faite des constitutions de rentes de Joly de Fleury.

36. Sur les liens d'interdépendance entre les lignages en raison des paiements échelonnés, souvent retardés, des compensations matrimoniales, en liquidités et souvent à crédit, voir S. TEUSCHER, 2009. Sur les conflits, R. DESCIMON, 2000.

37. A.N., MC, ét. LIV, 479.

38. A.N., MC, ét. LIV, 479, 5 septembre 1612, quittance de Jehan Le Prévost à François d'Averton et Catherine de Thomassin qui versent 5 087 livres pour les arrérages d'une rente de 1 500 livres, mainlevée de la saisie de Milly du même jour, et quittance et mainlevée du 10 septembre de Pierre Joullet à Catherine de Thomassin moyennant le versement de 9 967 livres d'arrérages. 5 septembre 1612, transport de rente de Jehan Le Prévost à Anne Nicolai et transport de 450 livres de rente de Denise Canaye moyennant 7 200 livres à la même.

39. SCHNAPPER, B., 1957, p. 212.

40. De telles formes de compensation ont été notées par G. BÉAUR, 1991, p. 199, notamment dans le cas du rachat des parts des cadets par un aîné.

Ces montages pouvaient prendre des formes assez complexes. Parmi plusieurs exemples, le suivant est certainement l'un des plus éclairants⁴¹. Le 27 juillet 1633, Emmanuel d'Averton, fils aîné de François II d'Averton, passait contrat de mariage avec Louise-Henriette Potier, fille de René Potier, comte de Tresmes, gouverneur et lieutenant général pour le roi en ses pays du Maine, du Perche et de Laval. La dot était de 180 000 livres. Sur cette somme, Emmanuel d'Averton céda à son père 120 000 livres en août 1634, moyennant la jouissance de Milly-en-Gâtinais et 2 000 livres de rente annuelle⁴². Six mois plus tard, le 23 février 1635, François d'Averton acheta à René Potier pour 120 000 livres la terre et seigneurie de Courcité⁴³ qui lui permettait de renforcer son pouvoir dans le Maine, d'autant que sa « maison » était désormais liée à celle du gouverneur de la province. Sur ces 120 000 livres, François d'Averton en paya 92 587 livres 10 sols à Chrétien de Lamoignon, président au parlement de Paris, pour le principal et arrérages de 4 500 livres de rente constituée par le comte de Tresmes le 28 juillet 1633 afin de payer la dot de sa fille⁴⁴. Le reste, à savoir 27 412 livres 10 sols, devait être versé à René Potier, mais ne le fut pas.

Le 28 mars 1635, Emmanuel d'Averton constituait à Galiot Mandat, conseiller au parlement, 1 000 livres de rente moyennant 18 000 livres pour lever une compagnie de cavalerie légère de cent hommes⁴⁵. Il est fort probable qu'il put obtenir cette compagnie grâce à l'entremise de son beau-père, le comte de Tresmes. François d'Averton s'engageait solidairement avec son fils au paiement de la rente⁴⁶. Le 2 avril 1635, Emmanuel d'Averton reconnut devant notaire que son père lui avait rendu 27 412 livres 10 sols pour subvenir à l'achat de la compagnie de cavalerie légère, somme qui provenait des 120 000 livres qu'Emmanuel avait fournies à son père des deniers de la dot de sa femme pour l'achat de la terre et seigneurie de Courcité. L'acte précisait :

« Comme reconnaît le comte de Belin que son père a fait l'acquisition de la terre et seigneurie [de Courcité] à son instance et réquisition et pour la bonne entente de leur maison pour 120 000 livres, quoi que le revenu de lad. terre qui n'est que de 4 200 livres par an soit moindre que celui baillé au comte de Belin par son père en

41. Toutes les données développées ici concernant ces transactions financières sont synthétisées dans le schéma « Usage des rentes constituées lors du mariage d'Emmanuel d'Averton ».

42. A.N., MC, ét. LVII, 50, f° 683-685, acte du 28 août 1634.

43. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 159-162.

44. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 164, quittance du 24 février 1635.

45. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 239-241.

46. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 242, promesse d'indemnité d'Emmanuel à François d'Averton.

la jouissance des fruits de la baronnie de Milly de 3 000 livres par an. Moyennant quoi led. comte de Belin comparant pour indemniser son père absent, par Guy Cailly acceptant pour lui, tant du profit et intérêt dus au comte de Tresmes que de la moitié de diminution de revenu de la terre d'Averton-Courcité, se montant ensemble à 2 870 livres 12 s 6 d par an, décharge le sieur de Belin son père des 2 000 livres par an qu'il était obligé lui payer, et pour le surplus consent que son père reçoive pareille somme de 870 livres 12 sols 6 deniers sur les fruits de la baronnie de Milly ».⁴⁷

Notons qu'Emmanuel d'Averton n'était pas encore majeur au moment où ce montage financier se fit : on peut donc supposer que, contrairement à ce qui est écrit, François d'Averton y participa activement. L'acte précise également que le jeune comte de Belin était tenu de dédommager son père du paiement qu'il avait fait au comte de Tresmes sur le reste de ce qu'il devait pour l'achat de la seigneurie de Courcité.

Le 19 avril, Emmanuel d'Averton vendit à un certain Cosme Gouvet une maison qu'il possédait à Lyon de l'héritage de sa tante, Éléonore de Thomassin, moyennant 40 000 livres⁴⁸. 22 000 livres étaient payables six mois plus tard à René Potier pour partie du reste à percevoir de la terre d'Averton qui montait, rappelons-le, à 27 412 livres 10 sols ; et 18 000 livres étaient payables un an plus tard à Galiot Mandat pour le rachat du principal de 1 000 livres de rente. En fait, ce fut François d'Averton qui paya le reste de la somme due au comte de Tresmes le 21 mai 1635, après avoir constitué à Galiot Mandat 1 222 livres de rente au denier dix-huit⁴⁹, et 333 autres au même mais agissant cette fois comme prête-nom de Georges de la Porte, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du roi⁵⁰. La première rente fut rachetée, avec le consentement de François d'Averton, par Cosme Gouvet audit Galiot Mandat le 15 novembre 1635, avec 597 livres d'arrérages⁵¹, qu'il faut en fait ajouter au prix de la maison puisqu'il semble bien que les parties l'avaient pris en compte dans leurs calculs.

Les deux « maisons » Potier et Belin avaient donc mis au point tout un montage financier pour l'alliance qu'elles faisaient, permettant d'une part à René Potier d'avancer l'argent de la dot de sa fille, à François d'Averton d'acheter la seigneurie de Courcité pour renforcer son emprise dans la pro-

47. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 262-263.

48. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 301-304.

49. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 421-423.

50. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 426-428. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 430, reconnaissance de Galiot Mandat.

51. A.N., MC, ét. LVII, 51, f° 421-423. L'acte de rachat est noté en marge de la constitution de rente, pratique courante chez certains notaires.

Figure 1. Usage des rentes constituées lors du mariage d'Emmanuel d'Averton

vince, et à Emmanuel d'Averton de payer une compagnie de cent hommes de cavalerie légère qu'il devait obtenir par l'entremise de son beau-père. Les rentes constituées servaient en quelque sorte de monnaie en attendant des liquidités venant de ventes diverses. Dans ce cas, elles permettaient également de ne pas donner la seigneurie de Courcité en dot mais de faire en sorte que le couple l'acquière par achat : ce qui la faisait entrer dans la communauté au lieu de la laisser comme propre de Louise-Henriette Potier. Ajoutons qu'Emmanuel d'Averton était censé hériter des deux tiers de la seigneurie d'Averton, jouxtant celle de Courcité, à la mort de son père, qui savait sa santé fragile. Il s'agissait donc aussi de préparer la succession de ce dernier. Dès lors, l'affaire devenait un pari sur la vie d'Emmanuel d'Averton qui allait s'exposer aux dangers de la guerre. Sa mort au combat, en juillet 1637, avant son père, faisait s'effondrer le dispositif mis en place puisque la « maison » de Belin devait désormais rembourser la dot de Louise-Henriette Potier⁵² qui avait été engagée dans l'opération.

Les usages de la rente constituée étaient donc largement liés aux fondements de l'économie domestique des familles nobles, à savoir les seigneuries et les offices, biens créateurs de la domination sociale et indispensables à la pérennité des « maisons ». Comme dans le cas de la noblesse de robe, par l'intermédiaire des offices vénaux dont la spirale inflationniste entraînait la société⁵³, le crédit, la circulation des seigneuries, celle des offices militaires ou de cour – ces charges non vénales qui se vendaient néanmoins⁵⁴ –, et les alliances se renforçaient l'une l'autre et donnaient leur dynamique économique aux familles de la noblesse d'épée. Aussi les rentes constituées, et plus généralement le crédit, ne peuvent s'entendre comme de simples instruments financiers. Le crédit – et son développement – était partie intégrante d'un système social. Ses mécanismes se comprennent en faisant appel aux positions dans la société, aux liens sociaux, à la réputation, à la richesse et aux alliances⁵⁵.

52. A.N., MC, LVII, 54, f° 458-459.

53. BENNINI, M., 2010, notamment les p. 139-144 qui analysent un montage financier liant crédit, office et alliance, et m'ont servi de modèle.

54. Sur la différence entre offices vénaux et offices non-vénaux, ou bien encore entre « vénalité légale » et « vénalité coutumière », voir R. DESCIMON, 1997, p. 81 et suivantes.

55. MULDREW, C., 1998. AGO, R., 2003.

3. Crédit nobiliaire et liens sociaux

Le paiement des rentes

Comprendre le crédit nobiliaire, c'est également s'interroger sur la question du paiement ou du non paiement des rentes. Les échéances, qui se faisaient par quartiers chaque année, semblent en effet avoir été assez peu respectées et les arrérages étaient fréquents, sur lesquels des intérêts pouvaient être exigés par les créanciers. L'assignation du paiement des rentes constituées sur les fermiers des terres était loin d'être systématique. Peut-être était-elle exigée par certains créditeurs, notamment lorsque les sommes en jeu étaient importantes, mais cela ne constituait pas obligatoirement une garantie pour le prêteur, puisque de multiples assignations étaient possibles sur une même terre. Le 11 mai 1583, Claude de Launay, receveur général de la seigneurie du bourg d'Averton, était obligé au paiement de toutes les rentes constituées pour l'achat de Milly. Or, les revenus de la seigneurie, sans doute de l'ordre de 5 000 à 6 000 livres par an à cette époque, ne couvraient pas les 7 900 livres de rentes constituées par les Belin. Malgré tout, ces clauses étaient considérées par les créanciers comme une garantie de paiement suffisante pour que des assignations non prévues lors de la signature de la constitution de rente fussent exigées par eux *a posteriori*. Ainsi, le 29 janvier 1657, une rente de 1 200 livres constituée par les Belin à Charles Sanguin six mois plus tôt était assignée sur les revenus de Courcité⁵⁶.

Les questions de paiement pouvaient être compliquées par les divers rachats de rentes, ou la possibilité de faire promettre le paiement d'une rente par un tiers débiteur envers le débiteur. Jehan de Saint-Germain attaqua en 1603 François I^{er} d'Averton en exigeant qu'il payât les arrérages et des frais et dépens dus aux mauvais versements des rentes par les personnes que Belin avait obligées au paiement. Il fallut transiger et Belin dut se retourner contre les mauvais payeurs⁵⁷.

Tous ces éléments permettent d'affirmer que les prêteurs prenaient des risques réels : ils n'avaient aucun moyen de savoir si les propriétés garantissant l'emprunt n'étaient pas déjà hypothéquées⁵⁸ et aucune certitude quant

56. A.N., MC, ét. CX, 133, acte du 29 janvier 1657.

57. A.N., MC, ét. VIII, 562, f° 174-176. A.N., MC, ét. VIII, 564, f° 159-160.

58. HOFFMAN, Ph., POSTEL-VINAY, G. & ROSENTHAL, J.-L., 1995.

au paiement effectif d'une rente⁵⁹. Il leur était cependant toujours possible de céder la rente à quelqu'un qui était prêt à assumer d'éventuelles procédures. Les arrérages impayés auxquels le cédant renonçait apparaissent alors comme une prime offerte au cessionnaire⁶⁰. S'ils étaient prêts à aller en justice, les créanciers disposaient d'un moyen de pression assez efficace lorsqu'ils voulaient obtenir des remboursements de la part des mauvais payeurs : les saisies des terres ou des rentes sur lesquelles étaient gagés les prêts. L'exemple des comtes de Belin montre qu'elles étaient assez fréquentes. Elles les conduisirent systématiquement au paiement des arrérages dus, ainsi que des intérêts. Emmanuel-René et Antoinette d'Averton furent souvent contraints, pour faire lever les saisies, de constituer une nouvelle rente afin d'en éteindre une ancienne⁶¹.

Les rentes constituées se trouvaient au centre de tout un ensemble de procédures judiciaires qui s'étaient parfois sur des dizaines d'années. Les débiteurs ne semblent jamais avoir obtenu gain de cause face à leurs créanciers. On peut donc se demander ce qui justifiait les retards de paiement parfois systématiques : compréhensibles lorsque, avec Emmanuel-René d'Averton, le processus d'endettement finit par englober la quasi totalité des recettes, l'interprétation en est bien plus délicate lorsque les revenus, sous François II d'Averton, auraient permis ces paiements. Les frais de procédures engagés, les intérêts que les débiteurs étaient contraints de payer en plus des arrérages, le manque à gagner dû aux saisies, tout cela revenait finalement, pour les débiteurs, bien plus cher que si les paiements avaient été effectués régulièrement. Les sources ne permettent malheureusement pas d'éclaircir ce point, qu'on évitera de considérer trop hâtivement comme un signe de désintérêt par les nobles pour la gestion de leurs biens, ou comme l'indice d'une mauvaise gestion ; les analyses laissent au contraire penser à une grande attention en ce domaine.

En revanche, ces usages sociaux de la rente constituée et de ses paiements permettent de poser la question du crédit et de la confiance dans la société d'Ancien Régime. Le crédit d'une personne dépendait d'un ensemble de facteurs sociaux qui dépassait la simple sphère économique⁶². Le paie-

59. Parmi les rentes perçues par la famille Fyot de La Marche dans les années 1670, plus du tiers d'entre elles ne furent jamais remboursées. PONSOT, P., 1984.

60. SCHNAPPER, B., 1957, p. 216.

61. Par exemple, A.N., MC, ét. XIV, 73, constitutions de rente des 3, 7 et 22 septembre 1653 ; A.N., MC, ét. CX, 140, constitution de rente du 25 octobre 1660.

62. Sur la définition du mot crédit pour la période moderne, voir Ph. HOFFMAN, G. POSTEL-VINAY & J.-L. ROSENTHAL, 1992, p. 294 ; GRENIER, J.-Y., 1996, p. 89 ; S. KETTERING, 1986, p. 43 ; ainsi que L. FONTAINE, G. POSTEL-VINAY, J.-L. ROSENTHAL & P. SERVAIS (éd.), s.d., no-

ment régulier des rentes n'était visiblement pas la source de ce crédit et de la confiance. Leur non paiement n'était pas perçu comme un signe de non solvabilité, et la garantie sur les terres des grands seigneurs pouvait paraître suffisante pour justifier la prise de risque du point de vue des crédientiers. Ce risque était réel puisque, dans le cas des Belin, qui n'est pas exceptionnel, les créanciers ne purent jamais se rembourser entièrement. Les affaires d'une famille comme celle-ci devaient être assez opaques. Il fallait tenir compte de tout un ensemble de facteurs pour évaluer les risques d'un prêt : qui était à la tête de la « maison », quel était le crédit politique de celle-ci, quelles étaient ses possessions et de quels revenus pouvaient disposer ses membres, quel était son capital symbolique avec toutes les opportunités que cela pouvait offrir, quelles étaient ses possibilités de reproduction. Autant de questions auxquelles seules des personnes informées étaient capables de répondre en partie.

R. Ago a insisté, pour la Rome du xvii^e siècle, sur l'importance de la relation sociale qui s'ajoutait à la relation économique entre créancier et débiteur⁶³. Le constat vaut pour la France. La valeur sociale d'un débiteur pouvait permettre au créancier d'espérer des contreparties, des avantages, et peut-être d'autant plus qu'il était disposé à accepter des non-paiements d'arrérages, des réductions de ceux-ci, tout en se faisant rembourser si nécessaire par des actions en justice lorsqu'il le jugeait nécessaire. Cette relation sociale du crédit est étayée encore par le fait que souvent les créanciers des aristocrates n'étaient pas des inconnus pour eux.

Les créanciers

Les Belin comme les Crevant d'Humières firent d'abord appel aux officiers des cours souveraines de la capitale pour emprunter de l'argent, plus nettement encore chez les premiers (trente-sept sur cent quatre, soit 35,58 %) que chez les seconds (dix-neuf sur quatre-vingts, soit 23,75 %). La différence s'explique à la fois par le jeu des alliés d'alliés qui, chez les Belin, touchent très vite à la noblesse de robe, et par les liens tissés par François I^{er} d'Averton lorsqu'il était gouverneur de Paris. Autre différence : chez les Belin, les avocats au parlement se distinguent en second parmi le groupe des prêteurs (15,39 %), suivis de loin par les gens de la

tamment l'article de L. Fontaine « Relations de crédit et surendettement en France : xvii^e-xviii^e siècles » dans lequel elle écrit p. 216 : « le crédit n'entre pas tant dans un marché de l'argent où l'on vendrait et achèterait du temps mais dans un marché des obligations sociales et du pouvoir sur les hommes ». La question de savoir si l'ensemble des échanges mettant en jeu le crédit des personnes forme ou non un marché n'est cependant pas posée.

63. Ago, R., 2003.

Tableau 3. *Répartition sociale des crédientiers des comtes de Belin*

	1579-1582	1582-1609	1612-1638	1641-1706	Total
Grands officiers de la Couronne	1			2	3
Maîtres des requêtes			2	2	4
Officiers des cours souveraines	2	13 (4)	16 (2)	6 (1)	37 (7)
Officiers «moyens»		1	2 (1)	2	5 (1)
Autres officiers			2 (1)	2	4 (1)
Avocats	3	5	7 (1)	1	16 (1)
Secrétaires du roi / notaires		2	1	2	5
Commissaires départis			1 (1)		1 (1)
Hommes d'Église			1		1
Noblesse d'épée		1 (1)	4 (1)	1 (1)	6 (3)
Gens des maisons royales et princières		2	3 (1)	2	7 (1)
Marchands et banquiers		1	5 (1)	1	7 (1)
Praticiens	1				1
Fabriques			3		3
Filles majeures			1		1
Autres		2	1		3
Total	7	27 (5)	49 (9)	21 (2)	104 (16)

Note. Entre parenthèses : nombre de veuves y inclus dans le chiffre général.

Tableau 4. *Répartition sociale des crédientiers des Crevant d'Humières*

	Avant 1595	1595-1636	Total
Grands officiers de la Couronne		2 (2)	2 (2)
Maîtres des requêtes	1	4	5
Officiers des cours souveraines	1	18 (4)	19 (4)
Officiers «moyens»		4	4
Autres officiers	1	6 (2)	7 (2)
Avocats		5	5
Secrétaires du roi / notaires		9	9
Commissaires départis			
Hommes d'Église	1	2	3
Noblesse d'épée	1	11 (2)	12 (2)
Gens des maisons royales et princières		7 (1)	7 (1)
Marchands et banquiers		2	2
Praticiens		1	1
Fabriques			
Filles majeures		1	1
Autres		1	1
Total	5	75 (11)	80 (11)

Note. Entre parenthèses : nombre de veuves y inclus dans le chiffre général.

maison du roi et les marchands et banquiers (6,73 % chacun), à peine plus nombreux que les nobles d'épée (5,77 %) et que les officiers « moyens » et les secrétaires du roi (4,81 % chacun). Chez les Crevant, en revanche, ce sont les nobles d'épée (15 %) qui forment le second groupe, suivis des secrétaires du roi (11,25 %), des autres officiers et des gens des maison principales et royales (8,75 % chacun). Si la robe domine parmi les prêteurs des deux familles, avec plus de 67 % chez les Belin et des chiffres relativement constants, environ 50 % chez les Crevant, ces derniers se sont d'avantage tournés vers des personnes de leur milieu ou qu'ils côtoyaient dans leurs fonctions. Leurs prêteurs ont une origine sociale plus diversifiée, situation qui se rapproche de celle du deuxième comte de Belin. L'importance des veuves prêteuses notée dans de nombreux travaux est confirmée (15,39 % pour les Belin, 13,75 % pour les Crevant), particulièrement celles de la robe. On ne retrouve pas dans ces chiffres l'ordre du cercle des créanciers sur lequel insiste L. Fontaine : la famille, la noblesse, les institutions ecclésiastiques, les bourgeois et les étrangers⁶⁴. C'est que, dans la noblesse, les réseaux du crédit s'articulaient sur des liens divers et parfois anciens noués par les « maisons ». G. Postel-Vinay a insisté sur le rôle d'intermédiaire que jouait le notaire dans le crédit de la terre au XVIII^e siècle⁶⁵, notamment sur son rôle de transmission d'information qui permettait d'élargir les possibilités d'accès à des capitaux importants. La question est de savoir si ce rôle était aussi fondamental dans des milieux sociaux qui avaient un ensemble de connaissances bien plus diversifiées, des liens avec des personnes susceptibles de pouvoir mobiliser des capitaux, des réseaux de connaissances qui se développaient en dehors de la sphère notariale, ce qui pouvait limiter la nécessité du recours au notaire.

Or, l'étude des créanciers montre que des liens de connaissance préexistaient souvent, tant chez les Belin que chez les Crevant, entre le créancier et le débiteur. Ainsi, parmi les prêteurs de François II d'Averton, on trouve à plusieurs reprises Jacques Talon, conseiller d'État, ainsi que Charles-François Talon, docteur en théologie. Or, les Belin avaient noué des liens avec la famille Talon depuis la fin du XVI^e siècle au moins : Omer I Talon (le père de Jacques, Charles-François et Omer II), avocat, apparaît comme témoin lors du contrat de mariage de Louise de Faudoas, fille du premier mariage de François d'Averton, et de Claude de Gruel, le 7 novembre 1594⁶⁶. Autres créanciers, les Luillier étaient alliés des Vaudetar qui étaient eux-mêmes alliés des Belin. Les constitutions de rentes pouvaient

64. FONTAINE, L., 2008, chapitre 3.

65. POSTEL-VINAY, G., 1998, en particulier p. 63 et suivantes.

66. A.N., MC, ét. LXXVIII, 144, f° 321-324.

aussi engager les relations de vassalité, à l'instar de François Dufour, à la fois créancier et vassal de Renée d'Averton⁶⁷.

Il est certain en tout cas qu'un ensemble de transactions qui avait pour objet des investissements fonciers se déroulait au sein des structures féodales, clientélares et familiales. De ce point de vue, le crédit ne transformait pas nécessairement les avoirs liquides en prestige obtenu par une dépendance⁶⁸ : dans certains cas, les transactions se faisaient en fonction de liens sociaux préexistants qui orientaient le type de relation entre le créancier et son débiteur dans un sens différent de celui d'une dépendance. Elles pouvaient même faire intervenir des protégés ou des clients qui rendaient service à leur patron tout en recevant en contrepartie des bénéfices. Ainsi, en 1612, ce fut Robert Desprez qui racheta au banquier Nicolas Rolbin, bourgeois de Paris, deux rentes à lui constituées par les Belin au denier douze en 1603. Il faisait ce rachat en consentant la réduction au denier seize, moyennant quoi il obtint le droit de se payer sur les terres de Milly et de Péronne dont il était le bailli⁶⁹. La réduction du taux de la rente favorisait évidemment les comtes de Belin, qui s'appuyèrent sur leur protégé pour l'obtenir.

Ces liens de crédit pouvaient se poursuivre sur plusieurs générations. Ainsi, en 1583, les d'Averton constituèrent plusieurs rentes à différents membres de la famille Canaye. Or, dans un acte du 17 mars 1582⁷⁰, Renée d'Averton rachetait à un certain Jacques Canaye le Jeune une rente de 200 écus constituée en 1534 par Jacques d'Humières, son défunt mari, et Charles d'Humières, évêque de Bayeux, à feu François de La Porte, avocat au parlement de Paris. La rente était ensuite passée à Jacques Canaye, célèbre avocat protestant au parlement, qui l'avait par la suite transportée à Jacques Canaye le Jeune. En 1583, les Belin faisaient donc appel à une famille qu'ils connaissaient bien pour constituer une rente. On peut aller plus loin en remarquant qu'en 1635, François II d'Averton constitua une rente à Galiot Mandat, maître des comptes, qui servait de prête-nom au maître des requêtes Georges de La Porte. Quant aux Crevant, qui avaient hérité de certaines rentes constituées par Renée d'Averton et rachetées par Philippe Canaye, ils empruntèrent de l'argent dans les années 1610 à Isabel Bourneau, veuve du

67. A.N., MC, ét. LXXVIII, 129, f° 662, 15 avril 1584, foi et hommage de noble homme maître François Dufour, avocat en parlement, à Renée d'Averton, dame de Couldun, pour son fief du Pressy, assis à Couldun. A.N., MC, ét. LXXVIII, 129, f° 671-673, 17 avril 1584, constitution de rente de Renée d'Averton à François Dufour.

68. GRENIER, J.-Y., 1996, p. 87 et suivantes.

69. A.N., MC, ét. LXXIII, 170, f° 817, 3 septembre 1612, titre nouvel à Catherine de Thomassin, et A.N., MC, ét. LXXIII, 177, f° 296, déclaration du 23 mai 1616.

70. A.N., MC, ét. LXXVIII, 125.

maître des comptes Jehan Canaye⁷¹, ainsi qu'à Nicolas Lelièvre, tuteur des enfants mineurs de Philippe Lelièvre et de Marguerite Canaye, décédés⁷².

Tous ces éléments montrent que le rôle du notaire, s'il existait bien, n'avait pas encore au xvii^e siècle l'importance qu'il acquit au siècle suivant dans la mise en relation des prêteurs et des emprunteurs. L'information circulait d'abord par des liens déjà établis et parfois durables : biens immeubles, les rentes constituées se transmettaient au sein des « maisons » en même temps que les liens avec les créanciers. La complexité des affaires des familles, qui de plus passaient souvent des constitutions de rentes dans plusieurs études notariales, empêchait souvent le notaire de connaître avec précision leur état. En revanche, l'accès à l'information pouvait fonctionner efficacement au sein de la parenté et permettre la réalisation de coups. Être cohéritier d'une succession donnait l'occasion de réunir les renseignements nécessaires sur les rentes constituées par les parties impliquées dans cette succession et sur l'état général de leurs affaires. Ainsi, en 1653, Jacques de Mesgrigny, dont la femme Éléonore de Rochechouart était héritière de la succession de François II d'Averton, racheta des rentes dues par les Belin⁷³. À ce moment-là, les Mesgrigny tentaient de se faire les créanciers des Belin, profitant des informations qu'ils avaient sur leurs affaires. Ils pariaient certainement sur la possibilité pour eux de saisir des seigneuries, mais cela nécessitait aussi, s'ils voulaient que leur stratégie fût payante, que les Belin demeurent solvables. La querelle de succession opposant les Belin aux Mesgrigny explique sans doute cette stratégie offensive qui pouvait placer les Mesgrigny en position de force face aux difficultés financières de la « maison » Belin.

Le crédit mettait donc en jeu les dynamiques des « maisons », qui reposaient autant sur leur situation économique que sur la solidité des positions de leurs membres, notamment de leurs chefs, sur l'importance des différents liens sociaux qu'elles nouaient, sur leur histoire, sur leur réputation. Ce sont tous ces éléments qui concouraient à leur crédit et intervenaient dans les rapports entre créanciers et débirentiers. Le crédit vint à manquer à Emmanuel-René d'Averton après le partage de la succession de son grand-père qui laissait sa « maison » d'autant plus affaiblie qu'elle n'avait plus de descendants. Les créanciers se firent alors plus pressants. À sa mort, il était désormais évident que la « maison » Belin ne se referait plus : il était bien difficile pour une veuve d'avoir du crédit dans ces conditions, et le syndic

71. A.N., MC, ét. VI, 283, 28 décembre 1611 ; A.N., MC, ét. VI, 293, 16 août 1616.

72. A.N., MC, ét. VI, 297, 3 mai 1618.

73. A.N., MC, ét. CX, 126, 3 juillet 1653 ; A.N., MC, ét. CX, 126, 8 septembre 1653.

des créanciers qui fut formé prit le contrôle de la gestion de la plupart des biens d'Antoinette d'Averton. Au contraire, jamais les Crevant d'Humières ne furent en danger de tomber dans le cercle vicieux de l'endettement, grâce à la faveur dont ils jouirent qui leur donna accès à des charges rémunératrices, grâce à la concentration du patrimoine due aux aléas démographiques, grâce enfin à l'entente entre les époux Louis II de Crevant et Jacqueline d'Humières qui construisirent ensemble l'ascension de leur « maison ».

*

La période chronologique longue envisagée ici permet de mettre en évidence la logique du système du crédit nobiliaire au ^{xvii} siècle, articulant les liens économiques, les liens sociaux, les types de possession (seigneuries et offices) et la parenté, phénomène qui n'apparaîtrait pas autrement. Mais l'insistance sur ces aspects structuraux minore les évolutions que des travaux comme ceux de Ph. Hoffman, G. Postel-Vinay et J.-L. Rosenthal ont montrées à partir du règne de Louis XIV⁷⁴ : renforcement du rôle des notaires comme intermédiaires, développement du crédit dans la société, sans doute porté par la baisse du denier légal, avant les mutations plus profondes des circuits de l'information au ^{xviii} siècle⁷⁵ et la naissance de l'économie politique. Ces éléments nécessiteraient sans doute une autre échelle d'analyse que celle des « maisons », notamment afin de savoir si les spécificités du crédit nobiliaire, qui désigne en fait ici d'abord la noblesse moyenne, se sont maintenues.

Reste que l'analyse à l'échelle des « maisons » permet des enseignements généraux. R. Ago comme Z. Moutoukias ont insisté sur les réseaux de crédits⁷⁶ contre la perception anthropologique holiste de B. Clavero⁷⁷, fondée sur une pensée des sociétés d'Ancien Régime comme sociétés hiérarchiques composées de corps constitués. Les formes réticulaires de la vie sociale et économique dans une société de patronage et de clientèles sont convoquées pour remettre en cause ce fondement de l'analyse de l'*antidora* qui nie la pluralité des grandeurs à l'œuvre dans la société, les divergences d'actions des individus et la multiplicité des droits existants. On ne saurait cependant ramener ces réseaux à des jeux entre individus au sens de l'éco-

74. POSTEL-VINAY, G., 1998 ; HOFFMAN, Ph., POSTEL-VINAY, G. & ROSENTHAL, J.-L., 2001.

75. MARGAIRAZ, D. & MINARD, Ph. (dir.), 2008.

76. AGO, R., 1998 ; MOUTOUKIAS, Z., 2001.

77. CLAVERO, B., 1996.

nomie politique qui naît au XVIII^e siècle. Si la perspective de B. Clavero est en effet faussée par le refus de prendre en compte l'articulation problématique entre le monde pratique de l'échange et les théories catholiques des théologiens de Salamanque, toute fondée qu'elle est sur un « autisme » assumé par l'auteur qui nie la pertinence heuristique des catégories de l'économie politique pour penser l'*oikonomie* des mondes traditionnels, on ne peut néanmoins faire abstraction du fait que, tant que l'économie politique et la société, fondées sur une ontologie individualiste des relations sociales, n'ont pas été inventées⁷⁸, il n'est pas possible d'interpréter les faits économiques dans les seuls termes de l'économie politique, et il est nécessaire de réinsérer les acteurs sociaux dans le cadre des diverses réalisations sociales (corps, familles, boutiques, seigneuries, etc.) qui encadraient et orientaient leurs décisions, avec des objectifs qui n'étaient pas nécessairement d'accumulation du capital.

Les relations de crédit se tissaient sur cette trame complexe de liens sociaux différents, de capitaux matériels, politiques et symboliques, qui tous participaient à la dynamique économique croissante du crédit, dont les conséquences sur l'économie domestique des familles nobles furent considérables. Dans cette perspective, la notion de marché du crédit doit elle aussi être réfutée⁷⁹. De nombreuses études sur le crédit oscillent entre la postulation d'un marché qui les fonde et des éléments tendant à montrer l'éclatement et la complexité sociale de la formation du crédit⁸⁰. Il convient pourtant de tirer toutes les conséquences des analyses empiriques. Celles des mécanismes de la rente constituée, de ses ressorts et des créanciers proposées dans cet article montrent ce qu'aurait d'illusoire une perception du crédit sous l'Ancien Régime dans les termes étroitement économiques et uniformisateurs d'un marché unifié.

Bibliographie

AGO, Renata, *Economia Barrocca. Mercato e istituzioni nella Roma del Seicento*, Rome, Donzelli Editore, 1998.

—, « Rome au XVII^e siècle : un marché baroque », *Genèses*, 2003, n° 50, p. 4-23.

ARISTIDE, Isabelle, *La Fortune de Sully*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, s.d.

78. KAUFMANN, L. & GUILHAUMOU, J. (dir.), 2003, p. 9-20.

79. Des éléments dans ce sens dans A. GUERREAU, 2001. Pour une analyse de la notion de marché en histoire, cf. A. GUERY, 2005.

80. Voir par exemple M. POTTER & J.-L. ROSENTHAL, 2002, ou encore L. FONTAINE, 2008.

- BÉAUR, Gérard, « Le marché foncier éclaté : les modes de transmission du patrimoine sous l'Ancien Régime », *Annales ESC*, 1991, n° 46-1, p. 189-203.
- BÉGUIN, Katia, « La circulation des rentes constituées dans la France du XVII^e siècle. Une approche de l'incertitude économique », *Annales HSS*, 2005, n° 60-6, p. 1229-1244.
- BENNINI, Martine, *Les Conseillers à la cour des aides (1604-1697). Étude sociale*, Paris, Honoré Champion, « histoire et archives », 2010.
- CHAUVARD, Jean-François, *La Circulation des biens à Venise. Stratégies patrimoniales et marché immobilier (1600-1750)*, Rome, École française de Rome, 2005.
- CLAVERO, Bartolomé, *La Grâce du don. Anthropologie catholique de l'économie moderne*, Paris, Albin Michel, 1996 [1991].
- COQUERY, Natacha, *L'Hôtel aristocratique. Le marché du luxe à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- DESCIMON, Robert, « La vénalité des offices et la construction de l'État dans la France moderne. Des problèmes de la représentation symbolique aux problèmes du coût social du pouvoir », in Robert DESCIMON, Jean-Frédéric SCHAUB & Bernard VINCENT (dir.), *Les Figures de l'administrateur. Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal 16^e-19^e siècle*, Paris, 1997, p. 77-93.
- , « Conflits familiaux dans la robe parisienne aux XVI^e et XVII^e siècles : les paradoxes de la transmission du statut », *Cahiers d'histoire*, 2000, n° 45-4, p. 677-697.
- , « Don de transmission, indisponibilité et constitution des lignages au sein de la bourgeoisie parisienne du XVII^e siècle », *Hypothèses*, 2006, p. 413-422.
- DUMA, Jean, *Les Bourbon-Penthièvre (1678-1793). Une nébuleuse aristocratique au XVIII^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- FEUTRY, David, *Guillaume-François Joly de Fleury (1675-1756)*, thèse de l'École des Chartes, 2008.
- FONTAINE, Laurence, *L'Économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Paris, Gallimard, 2008.
- FONTAINE, Laurence, POSTEL-VINAY, Gilles, ROSENTHAL, Jean-Laurent & SERVAIS, Paul (éd.), *Des personnes aux institutions. Réseaux et culture du crédit du XVI^e au XX^e siècle en Europe*, Louvain, Bruylant-Academia, s.d.
- GIESEY, Ralph E., « Rules of Inheritance and Strategies of Mobility in Prerevolutionary France », *The American Historical Review*, 1977, n° 82-2, p. 271-289.
- GRENIER, Jean-Yves, *L'Économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*, Paris, Albin Michel, 1996.
- GUERREAU, Alain, « Avant le marché, les marchés : en Europe, XIII^e-XVIII^e siècle (note critique) », *Annales HSS*, 2001, n° 56-6, p. 1129-1175.
- GUERY, Alain, « Les historiens, les marchés et le marché », in Guy BENSIMON (éd.), *Histoire des représentations du marché*, Paris, Michel Houdiard, 2005, p. 786-802.
- HADDAD, Élie, *Fondation et ruine d'une « maison »*. *Histoire sociale des comtes de Belin (1582-1706)*, Limoges, Pulim, 2009.
- , « Parenté, transmission et économie domestique dans la noblesse française au XVII^e siècle : l'exemple des Crevant d'Humières », in Simonetta CAVACIOCCHI (éd.), *La Famiglia nell'economia europea secoli XIII-XVIII. The Economic Role of the Fa-*

- mily in the European Economy from the 13th to the 18th Centuries*, Florence, Firenze University Press, 2009, p. 233-245.
- HOFFMAN, Philip T., POSTEL-VINAY, Gilles & ROSENTHAL, Jean-Laurent, « Private Credit Markets in Paris, 1690-1840 », *The Journal of Economic History*, 1992, n° 52-2, p. 293-306.
- , « Redistribution and Long-Term Private Debt in Paris, 1660-1726 », *The Journal of Economic History*, 1995, n° 55-2, p. 256-284.
- , *Des marchés sans prix. Une économie politique du crédit à Paris, 1660-1870*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
- KAUFMANN, Laurence & GUILHAUMOU, Jacques (dir.), *L'Invention de la société. Nominalisme politique et science sociale au XVIII^e siècle*, Paris, Édition de l'EHESS, 2003.
- KETTERING, Sharon, *Patrons, Brokers, and Clients in Seventeenth-Century France*, New York, Oxford University Press, 1986.
- LEDRU, Ambroise & VALLÉE, Eugène, *La Maison de Faudoas. Gascogne, Maine, Normandie*, Paris, Alphonse Lemerre, 1908, 3 tomes.
- LÉVI-STRAUSS, Claude, « Nobles sauvages », *Culture, science et développement : contribution à une histoire de l'homme : mélanges en l'honneur de Charles Morazé*, Toulouse, Privat, 1979, p. 41-55, republié dans *La Voie des masques* sous le titre « L'organisation sociale des Kwakiutl », Paris, Presses Pocket, 1988, p. 141-164.
- MARGAIRAZ, Dominique & MINARD, Philippe (dir.), *L'Information économique XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2008.
- MICHAUD, Claude, « Notariat et sociologie de la rente à Paris au XVII^e siècle : l'emprunt du clergé de 1690 », *Annales ESC*, 1977, n° 32-6, p. 1154-1187.
- MOUTOUKIAS, Zacarías, « Peut-on faire l'économie d'une économie politique ? (note critique) », *Annales HSS*, 2001, n° 56-6, p. 1111-1128.
- MULDREW, Craig, *The Economy of Obligation. The culture of credit and social relations in Early Modern England*, Londres, MacMilan Press, 1998.
- PONSOT, Pierre, « Noblesse de robe et rente constituée : un exemple bourguignon sous Louis XIV », in Alain CROIX, Jean JACQUART & François LEBRUN (éd.), *La France d'Ancien Régime. Études réunies en l'honneur de Pierre Goubert*, Toulouse, Privat, 1984, t. 2, p. 587-593.
- POSTEL-VINAY, Gilles, *La Terre et l'argent. L'agriculture et le crédit en France du XVIII^e au début du XX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1998.
- POTTER, Mark & ROSENTHAL, Jean-Laurent, « The development of intermediation in French credit markets : Evidence from the Estates of Burgundy », *The Journal of Economic History*, 2002, n° 62-4, p. 1024-1049.
- SCHNAPPER, Bernard, *Les Rentes au XVI^e siècle. Histoire d'un instrument de crédit*, Paris, SEVPEN, 1957.
- TEUSCHER, Simon, « Male and female inheritance. Property devolution, succession and credit in late medieval nobilities in the southwest of the Holy Empire », in Simonetta CAVACIOCCHI (éd.), *La Famiglia nell'economia europea secoli XIII-XVIII. The Economic Role of the Family in the European Economy from the 13th to the 18th Centuries*, Florence, Firenze University Press, 2009, p. 599-618.